

Canal Seine Nord : l'Europe s'engage enfin

Jeudi dernier, Frédéric Cuvillier, ministre des transports, annonçait avoir obtenu la confirmation que l'Europe financerait le projet de canal à grand gabarit à hauteur de 40%. «Une bonne nouvelle» pour ce dossier qui va connaître une fin d'année décisive.

Et si le salut du canal Seine-Nord Europe était venu d'Estonie ? C'est en effet à Tallinn, jeudi dernier, que Siim Kallas, commissaire européen aux transports, fixait le cap de la nouvelle politique de l'UE. Dans le cadre des TENT Days, conseil informel des ministres des transports européens, celui qui est également vice-président de la Commission européenne s'est prononcé pour une politique qui fera la part belle «aux réseaux de transports». Une nouvelle «charpente» des réseaux au sein du marché unique européen a été dessinée. Sur cette carte, la liaison Lille-Paris est un axe majeur dans une volonté de relier la Mer du Nord à la Méditerranée. C'est bien par les eaux que ces deux villes pourraient être reliées. C'est donc tout naturellement que le canal Seine Nord Europe

fait partie des projets retenus, comme le souligne Frédéric Cuvillier, ministre des transports, dans un communiqué : «La Commission européenne a affirmé que la nouvelle liaison Lyon-Turin et le canal Seine Nord Europe sont éligibles à des subventions européennes jusqu'à 40% des dépenses, sur le budget portant sur la période 2014 - 2020. Ces grands chantiers permettront de soutenir l'emploi et le réseau créé améliorera les échanges, et donc les relations économiques, avec nos voisins, sur un mode plus durable, favorisant les voies ferroviaires et fluviales.» «Une bonne nouvelle», selon plusieurs élus de la région dont Olivier Chapuis-Roux. Réunis vendredi dernier en commission permanente à Amiens, ces derniers disaient attendre désormais avec impatience le rapport de Rémi Pavyros, député du Nord chargé de revoir la copie Canal d'ici la



Slim Kallas annonce que l'Europe est prête à financer le projet canal Seine-Nord Europe à hauteur de 40%. Mais après «de nombreuses douches froides» les élus locaux ne veulent pas s'enthousiasmer trop vite.

fin de l'année.

Qu'est-ce qui a motivé l'Europe à annoncer vouloir subventionner le Canal ?

«Le transport est vital pour l'économie européenne. Sans connexions efficaces, l'Europe ne pourra pas se développer ni prospérer», dit le commissaire aux transports. Une définition qui colle parfaitement à la peau du projet canal selon Stéphane Demilly, député de la cinquième circonscription de la Somme, qui est «hyper convaincu de l'intérêt économique du projet canal». Il réagit : «Je suis heureux que l'Europe finance plus que prévu. Je vais veiller au grain pour que les aides de l'Europe soient bien allouées au projet Canal et non vampirisées par la ligne TGV Lyon-Turin. Je ne crois que ce que je vois. Avec l'ancien gouvernement, nous avons posé la première pierre du projet, charge au nouveau gouvernement de poser les autres.» Siim Kallas martèle que la nouvelle politique de l'UE servira de tremplin à la croissance et à la compétitivité. Deux attentes fortes pour les entreprises et notamment dans le Pays neslois : «Tout ce qui est bon pour le canal, est bon pour le développement du territoire. On fonde beaucoup d'espoir là dessus. Rémi Pavyros va bientôt

venir dans le canton participer à une réunion de travail. Le monde industriel sera également présent», déclare André Salomé, président de la communauté de communes du Pays neslois.

Stéphane Demilly ajoute vouloir rester «prudent» et s'efforcera à faire son «travail de parlementaire à fond», et se questionne toujours sur la volonté du gouvernement de réaliser ce projet. Il y a deux semaines, il interpellait Frédéric Cuvillier sur le budget national 2014 où le Canal est «un des grands absents». Sur son blog, le ministre répond : «Le gouvernement précédent n'avait demandé et obtenu que 6 % de subventions de l'Europe. Avec la signature ce matin (jeudi) portant sur une subvention de 40 %, nous passons une étape très importante, qui confirme que nous pouvons croire en ce projet que je continue de porter, quand d'autres nous accusent de l'enterrer. Ce ne sont pas les paroles qui comptent, mais les actes.» Des actes, la fin d'année devrait en être riche dans le dossier canal. Le rapport de Rémi Pavyros doit être finalisé. On en saura alors un peu plus sur le calendrier des travaux, à moins d'un nouveau rebondissement.

■ Arnaud Brasseur

Ham «peaufine sa stratégie»

Marc Bonef, maire de Ham, n'a pas été surpris par les annonces du commissaire européen, il ajoute : «On sait que l'Europe souhaite réaliser le canal. Ce n'est donc pas anormal que l'Union Européenne aide. Nous avons eu plusieurs douches froides sur ce dossier, donc restons prudent. J'espère aussi que le gouvernement continuera à être positif.» Le canton de Ham n'est pas concerné par le tracé du canal Seine-Nord Europe. Mais avec les ports de Nesle et de Noyon à proximité, les retombées seront importantes : «Nous voulons faire de Ham la base de vie du canal, à dix kilomètres de la plateforme de Nesle et vingt de celle de Noyon.» Ainsi, Ham pourrait loger les personnes travaillant sur le canal ou dans les entreprises qui viendront s'implanter le long du tracé : «C'est fiscalement plus intéressant. Ham et tout l'Est de la Somme sont en dépopulation. Ce canal peut donner un nouveau souffle pour Ham, le département et la Picardie.» «Nous avons lancé une étude pour une zone d'activité à la sortie de l'autoroute d'Athies.» ajoute celui qui est également président de la communauté de communes du Pays hamois. A la sortie d'autoroute d'Athies, une entreprise doit s'implanter rapidement, Terre de France. Sur le terrain, ce sont pour le moment les engins des fouilles archéologiques qui s'activent.

« Je vais veiller au grain pour que l'argent alloué par l'Europe au canal ne soit pas utilisé pour un autre projet »



STÉPHANE DEMILLY, DÉPUTÉ DE LA SOMME

Vos commentaires



Christophe Rozé : Bien sûr qu'il faut y croire aux annonces de l'Europe.

Benoît Carpentier : Il y a les commentateurs habituels et il y a un homme calme et déterminé, Rémi Pavyros, qui petit à petit reconstruit un projet qui ne tenait pas la route. Le dernier communiqué de notre député tombe à l'eau sans mauvais jeu de mots.

Rolande Thomas : Vivement et Hâte que ça commence, nos jeunes auront du travail.

Antoine Declerck : 40%, j'y crois pas...4 oui.

« Ce ne sont pas les paroles qui comptent, mais les actes »



FRÉDÉRIC CUVILLIER, MINISTRE DES TRANSPORTS

NOTRE DOSSIER CANAL SEINE-NORD-EUROPE EST À RETROUVER SUR :

WWW.LEJOURNALDEHAM.FR